



**Convention pour la mise en œuvre des aides économiques**  
**par les communes, leurs groupements, et la Métropole de Lyon**  
**dans le cadre de la loi NOTRe**

- Vu le traité instituant l'Union européenne et notamment ses articles 107 et 108,
- Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM)
- Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe)
- Vu l'instruction du gouvernement NOR INTB1531125J du 22 décembre 2015, relative à la nouvelle répartition des compétences en matière d'interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements, issue de la loi NOTRe,
- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1111-1, L.1511-2, L.1511-3 et L.1511-7,
- Vu le SRDEII adopté par délibération n°1511 de l'Assemblée plénière du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes des 15 et 16 décembre 2016,
- Vu la délibération n°768 de la Commission permanente du 29 juin 2017 approuvant les modifications apportées à la convention type de mise en œuvre des aides économiques par les communes, leurs groupements et la métropole de Lyon adoptée par délibération n°1511 de l'Assemblée plénière du Conseil régional des 15 et 16 décembre 2016,
- Vu la délibération du Conseil **XXXX n°XXXX du 12/12/2017** approuvant la présente convention,

Entre

La Communauté d'Agglomération Agglo Pays d'Issoire (API), représentée par son Président, Mr Jean Paul BACQUET, habilité à signer la présente convention,

Et

La Région Auvergne-Rhône-Alpes, représentée par le Président du Conseil régional dûment habilité,

**Il est convenu et arrêté ce qui suit :**

**Préambule**

La loi NOTRe confère aux Régions la compétence du développement économique et la mission d'organiser les interventions des collectivités territoriales et de leurs groupements en la matière.

La Région Auvergne-Rhône-Alpes a établi à cette fin un Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) qui fixe le cadre de ces différentes interventions.

Le Conseil régional est seul compétent à partir du 1er janvier 2016 pour définir les régimes d'aides et décider de l'octroi des aides aux entreprises dans la Région.

Le cadre de la présente convention présente permet aux communes, à leurs groupements et à la Métropole de Lyon, d'intervenir en aide auprès des entreprises en s'inscrivant dans les régimes d'aides fixés par la Région.

### **Article 1 – Les aides que les collectivités peuvent mettre en place sans convention avec la Région**

Les aides suivantes n'entrent pas dans le champ de la présente convention, la collectivité conserve la capacité d'intervenir même sans intervention préalable de la Région :

- Aides aux professionnels de santé en zones déficitaires (article L1511-8 du CGCT)
- Aides aux exploitants de salle de spectacle cinématographique (article L2251-4 du CGCT)
- Aides pour le maintien ou la création d'un service nécessaire à la satisfaction des besoins de la population en milieu rural quand l'initiative privée est défailante ou insuffisante, ou dans une commune comprenant des quartiers prioritaires de la politique de la ville (article L2251-3 du CGCT)
- Aides pour garantir les emprunts de personnes morales de droit privé (article L2252-1 du CGCT)
- Aides pour participer au capital de sociétés de garantie ou à la constitution d'un fonds de garantie auprès d'un établissement de crédit (article L2253-7 du CGCT)

### **Article 2 – Les aides à l'immobilier d'entreprise relevant de l'article L 1511-3 du CGCT**

Les communes ou les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre ou Métropole de Lyon disposent de la compétence exclusive pour définir les aides ou les régimes d'aides et décider de l'octroi de ces aides sur leur territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises et de location de terrains ou d'immeubles.

Par la présente convention, l'API autorise la Région à intervenir en complément de son intervention en subvention à des projets d'immobilier d'entreprise.

La Région informera par courrier l'API des projets particuliers sur lesquels elle interviendra, et des modalités précises de financement apportées.

Dans le cadre d'aides à l'immobilier d'entreprises mise en œuvre conjointement par la Région et l'API en contrepartie d'une aide FEADER, le cadre d'intervention de ces aides est déterminé par la mesure du FEADER mobilisée (y compris dans le cadre de LEADER). En effet les règles uniques d'intervention du PDR 2014-2020 imposent un seul et même cadre pour l'ensemble des co-financeurs mobilisant ces crédits européens.

### **Article 3 – Aides économiques en faveur de la création ou de l'extension d'activités économiques et en faveur des entreprises en difficulté relevant de l'article L 1511-2 du CGCT**

La Région est seule compétente pour définir les régimes d'aides et pour décider de l'octroi des aides aux entreprises dans la région.

Ces aides revêtent la forme de prestations de services, de subventions, de bonifications d'intérêt, de prêts et avances remboursables à taux nul ou à des conditions plus favorables que les conditions du marché.

L'API pourra participer par la présente convention au financement des aides et des régimes d'aides mis en place par la Région précisés en annexe de la présente convention.

Elle mobilisera ses financements soit dans le cadre de programmes et dispositifs régionaux, soit dans le cadre de dispositifs différenciés, mais visant la même finalité et sur avis de la Région.

Dans le cas d'aides aux petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services, avec point de vente, la Région a mis en place un dispositif de subvention aux entreprises (Délibération n° 2054 de la Commission permanente du 18 mai 2017). Ce dispositif est mobilisable au bénéfice des entreprises uniquement si l'EPCI, à travers son budget ou les fonds européens Leader, apporte un cofinancement de 10% de l'assiette éligible, en complément de la Région et que ce dispositif est mentionné dans le tableau ci-dessous et préciser dans le règlement d'attribution de subvention de l'API annexé à la présente convention.

L'Agglo Pays d'Issoire pourra participer au financement des aides économiques suivantes :

<b>Type d'aide</b>	<b>Aide financière aux entreprises commerciales, artisanales et de services</b>
<b>Nom de l'aide</b>	<b>Aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente sur le territoire de l'Agglo Pays d'Issoire</b>
<b>Régime d'aide régional de référence fixé par le SRDEII</b>	Régime d'aides en faveur des TPE-PME artisanales commerciales et de services
<b>Forme de l'aide</b>	Subvention
<b>Assiette de l'aide (types de dépenses, plafonds)</b>	Sont éligibles les investissements liés à l'installation ou la rénovation du point de vente : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les investissements de rénovation des vitrines (mise en accessibilité du local, façades, éclairage, enseigne, décoration, aménagement intérieur, frais de maîtrise d'œuvre...),</li> <li>- Les équipements destinés à assurer la sécurité du local (caméra, rideau métallique...),</li> <li>- Les investissements d'économie d'énergies (isolation, éclairage, chauffage, ...),</li> <li>- Les investissements matériels (véhicules utilitaires, équipements numériques...), neufs ou d'occasion (sous les réserves d'un acte authentifiant la vente, qu'ils soient sous garantie du vendeur et que le vendeur atteste par écrit que le matériel n'a jamais été subventionné)</li> </ul> <p>Le plancher de dépenses éligibles est de 2 500 € HT et le plafond de dépenses éligibles est de 50 000 € HT.</p>
<b>Taux et montants plafonds d'aide</b>	Le taux d'aide de l'Agglo Pays d'Issoire est fixé à 10% du montant hors taxe de dépenses éligibles soit un plancher minimum de subvention fixé à 250 € et un plafond maximum de subvention fixé à 5 000 €.

<b>Type d'aide</b>	<b>Aide financière aux entreprises commerciales, artisanales et de services</b>
<b>Nom de l'aide</b>	<b>Aide aux investissements d'enseigne commerciale dans le cadre des actions sur les façades de l'OPAH – RU du Centre-Ville d'Issoire</b>
<b>Régime d'aide régional de référence fixé par le SRDEII</b>	Régime d'aides en faveur des TPE-PME artisanales commerciales et de services
<b>Forme de l'aide</b>	Subvention
<b>Assiette de l'aide (types de dépenses, plafonds)</b>	Sont éligibles les investissements liés aux enseignes apposées sur les façades commerciales situées au centre-ville d'Issoire dans le cadre du programme OPAH – RU 2016 – 2021. Le périmètre de l'opération et la liste d'immeubles sont inscrits dans la convention établie entre l'Agglo Pays d'Issoire, l'Etat et l'ANAH.
<b>Taux et montants plafonds d'aide</b>	Aide forfaitaire de 1 600 € / enseigne avec un objectif de 10 enseignes pour 5 ans.

**Article 4 – Aides économiques en faveur d’organismes qui participent à la création ou à la reprise d’entreprise relevant de l’article L 1511-7 du CGCT**

L’EPCI peut verser, en complément aux interventions de la Région, des subventions aux organismes ayant pour objet exclusif de participer à la création ou la reprise d’entreprises.

La métropole de Lyon peut verser, sans conventionnement avec la Région, des subventions à ces organismes.

Pour l’Agglo Pays d’Issoire :

<b>Nom de l’aide</b>	<b>Organisme aidé</b>	<b>Modalités d’intervention</b>
Cotisation PFIL Initiative Issoire Brioude Sancy, octroi de prêt d’honneur	PFIL Initiative Issoire Brioude Sancy Place du Postillon 63500 ISSOIRE	Cotisation annuelle versée à la PFIL Initiative Issoire Brioude Sancy, elle se calcule comme suit : nombre d’habitants x montant annuel en €/habitant.

**Article 5 – Engagements de l’Agglo Pays d’Issoire au titre de l’article L1511-1 du CGCT**

L’Agglo Pays d’Issoire s’engage à :

- Respecter la réglementation européenne en vigueur lors de l’attribution de l’aide et la procédure d’information liée à la mise en œuvre de l’aide. Toute modification apportée à cette réglementation européenne devra être prise en compte afin de modifier en conséquence les dispositifs et aides concernées,
- Communiquer systématiquement aux bénéficiaires des aides mentionnées dans cette convention l’information que la Région a autorisé l’API à verser cette aide par conventionnement, conformément au SRDEII et à la loi NOTRE. Cette communication se fera dans les courriers de notification de l’aide aux bénéficiaires, dans les arrêtés ou conventions attributives de subvention, et dans les supports de communication de l’aide (plaquettes, site internet, articles de journaux interne ou presse, etc.)
- Participer aux événements de communication organisés localement ou régionalement par la Région et ses représentants sur cette convention
- Procéder à la récupération de l’aide auprès de l’entreprise si une décision de la Commission européenne ou un arrêt de la Cour de justice de l’Union Européenne l’enjoint.
- Transmettre à la Région, avant le 30 mars de l’année qui suit le vote de l’aide, un rapport annuel des aides qu’il a mis en place dans le cadre de la présente convention au cours de l’année civile précédente dans les formes demandées par la Région, en vue de la transmission de ce rapport régional à l’Etat et l’Union Européenne.
- Informer la Région de toutes modifications apportées aux aides aux entreprises faisant l’objet du présent conventionnement

**Article 6 – Engagements de la Région**

La Région s’engage à :

- Respecter la réglementation européenne en vigueur lors de l’attribution de l’aide et la procédure d’information liée à la mise en œuvre de l’aide. Toute modification apportée à cette réglementation européenne devra être prise en compte afin de modifier en conséquence les dispositifs et aides concernées,
- Informer l’API des évolutions de ses politiques et des aides mises en œuvre sur son territoire,

### **Article 7 – Durée de la convention**

La présente convention entrera en vigueur à la date de sa signature par les parties intéressées et prendra fin au 31 décembre 2021, à l'issue du SRDEII.

Elle pourra être prolongée par reconduction expresse sous réserve de l'obtention des accords des parties signataires, jusqu'à la date d'adoption du SRDEII et des conventions permettant de décliner sa mise en œuvre.

### **Article 8 – Avenant**

Toute modification à la présente convention fera l'objet d'un avenant reprenant les dispositions complètes autorisées.

### **Article 9 – Résiliation de la convention**

En cas de non-respect par l'une des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

La convention pourra avant son expiration être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties par notification écrite en cas de force majeure ou pour tout motif d'intérêt général.

### **Article 10 – Litiges**

En cas de litige pouvant résulter tant de l'interprétation que de l'exécution de la présente convention, un règlement amiable sera recherché.

A défaut d'accord, le tribunal compétent sera le tribunal administratif de LYON.

Fait à Lyon, le

**POUR LA REGION  
AUVERGNE RHONE ALPES**

**POUR L'AGGLO PAYS D'ISSOIRE**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL REGIONAL**

**LE PRESIDENT, JEAN PAUL BACQUET**